

INTERVIEW DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING SUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE
LORS DE LA CAMPAGNE OFFICIELLE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE, PARIS, MERCREDI 15
AVRIL 1981

15 AVRIL 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- La vraie grandeur d'un pays, c'est le service de la paix. Les plus belles guerres sont celles qui n'ont pas lieu, celles que des hommes sages savent éviter longtemps à l'avance. Précisément, la France joue un rôle actuellement magnifique, incontestable, fondamental, pour empêcher que vienne une nouvelle guerre mondiale avec son cortège de souffrances et de malheurs. Mais, pour que le pays puisse mieux défendre la paix, encore faut-il qu'il soit fort, ferme et respecté. Première question : comment ?

- LE PRESIDENT.- C'est un sujet qui est au coeur de la vie de la nation : le service de la paix, je dirais le service de la paix à-partir d'une position de force, car il faut voir que si l'on est en position de faiblesse dans le monde actuel, on subit la volonté des autres. Cette force d'une nation, qu'est-ce que c'est ? Je crois d'abord que c'est sa force politique, c'est-à-dire la solidité et la stabilité de ses institutions politiques : que dans le monde on sache quelle est la politique de la France, qui la conduit et qu'il y ait force et stabilité politiques. Ensuite, force économique, ce qui veut dire puissance économique, et ce qui veut dire également stabilité monétaire. Un pays, qui est un pays assisté, ne peut pas être un pays fort et conduisant une action autonome pour la paix. Egaleme nt force scientifique et technologique. Par exemple, à l'heure actuelle, nos nouvelles fusées `nucléaires`, celles que nous allons installer sur nos sous-marins à-partir de 1985, et qui sont du même niveau que les fusées soviétiques et américaines, ont été entièrement conçues et construites en France, sans aucun emprunt à un savoir, une technologie étrangère. Et c'est un élément de la force. Et je dirais qu'il y a enfin ce que j'appellerai la force nationale, c'est-à-dire la vitalité de la nation et le fait que la nation veuille avoir une politique active à l'extérieur et notamment une politique de paix. La vitalité de la nation repose sur l'unité de la nation. Voilà ce qu'est pour moi la force d'une nation dans les temps modernes.\

QUESTION.- Mais j'ai peur £ en 1940, nous crûmes beaucoup en la ligne Maginot. Elle devait nous sauver £ elle contribua même à assoupir les énergies nationales. Alors nous avons mille fois raison aujourd'hui de nous doter d'un armement atomique ultra moderne, mais j'ai peur que nous installions derrière ce nouveau mur une nouvelle fausse sécurité. Alors, question très importante : comment éviter cette fausse sécurité, comment garder la France vigilante, et vivante l'armée qui la protège ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, il faut que notre force nucléaire soit dissuasive, ce qui suppose un grand effort parce qu'il y a constamment une course scientifique en-matière nucléaire puisque chacun perfectionne à la fois ses armements et sa défense. Donc, notre force doit être dissuasive. Il faut savoir que pendant le septennat, la capacité nucléaire de la France a augmenté d'environ 240 % et que nous franchirons une nouvelle étape à-partir des années 1984 - 1985. Donc il faut bien avoir cette force dissuasive.

- Mais je pense, en effet, que nous devons avoir un système complet de forces. Pourquoi ? D'abord pour la raison que vous dites, c'est-à-dire le fait que la nation toute entière doit se sentir concernée par l'effort de défense et aussi parce qu'il peut y avoir des situations ou des types de conflits dans lesquels les moyens nucléaires ne sont pas utilisés. Si nous regardons ce qui s'est passé dans le monde au-cours des dernières années, nulle part les conflits n'ont comporté l'emploi de moyens nucléaires, même lorsque des grandes puissances y étaient engagées. Et c'est pour cela que nous avons conduit un effort de réorganisation de nos forces classiques et de notre armée de terre, ainsi d'ailleurs que de notre marine. Quelques indications : nous avons eu d'abord des ministres de la Défense qui s'y sont consacré avec beaucoup de capacité, je pense à M. BOURGES, à M. GALLEY et aussi au Général BIGEARD que j'avais appelés au Gouvernement, et à l'heure actuelle qu'est-ce que nous avons ? Nous avons 15 divisions organisées, 8 divisions blindées, 7 divisions d'infanterie mécanisée. Nous avons 14 divisions de réserve, donc au total, comme vous le voyez, 29 divisions susceptibles d'intervenir. Nous avons également créé une force d'intervention qui comprend à l'heure actuelle environ 25000 hommes, 24500

hommes exactement. Donc, nous avons une armée susceptible d'actions, alors que nous avions il y a quelques années encore des moyens très dispersés à cet égard.\

`Réponse`

- Cette armée est bien entraînée. Et les jeunes, que ce soit dans l'armée de terre, que ce soit dans la marine, dans l'aviation, passent de nombreux jours dans des camps d'entraînement, en mer s'ils sont dans la marine, ou à voler s'ils sont aviateurs. Cette armée repose sur le service national, et ce service national est un effort demandé aux jeunes Français, mais c'est un effort qui a un sens. On peut naturellement en améliorer les conditions d'exécution, mais cela veut dire que toute la nation est concernée par l'effort de défense et que toute la jeunesse est associée à l'effort de défense.

- Je voudrais dire également que nous avons de très bons cadres dans nos forces. Je les ai commandés puisque le Président de la République est le chef constitutionnel des armées. Eh bien, nos officiers et nos sous-officiers de carrière représentent à l'heure actuelle un excellent encadrement militaire.

- Et, enfin, pour avoir cet esprit de défense, il faut penser à ceux qui ont combattu, c'est-à-dire ceux qui ont été dans les combats et qui ont participé à l'effort de défense. C'est pourquoi, je pense que la place et le rôle des anciens combattants dans la vie de la société française sont importants pour notre -état d'esprit de défense.\

QUESTION.- Pour la France, la paix passe par un élément essentiel £ cet élément essentiel, c'est la réconciliation entre le peuple français et le peuple allemand. Disons-le en clair. L'honneur de notre génération sera d'éviter à nos fils et à nos petits-fils les guerres civiles européennes que n'ont pas su éviter pour leur part nos pères et nos grand-pères. Durant tout ce septennat, on y a remarquablement travaillé en accord avec le Chancelier Helmut SCHMIDT. Comment continuer de préserver un tel miracle ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, je crois qu'il faut que ce miracle devienne permanent. Je crois qu'il faut que ce soit un des grands changements de l'histoire. Vous êtes historien et, en effet, dans notre histoire, il y a des batailles indéfinies sur la frontière de l'est et du nord-est, avec des millions de morts et des provinces entières dévastées, reconstruites. Je dirais qu'avant mon septennat, il y avait déjà la réconciliation franco - allemande et c'était l'oeuvre du Général de GAULLE et du Chancelier ADENAUER, oeuvre courageuse et audacieuse qui anticipait sur l'histoire.

- QUESTION.- Avec un hommage à Robert SCHUMAN également.

- LE PRESIDENT.- Avec aussi un hommage à Robert SCHUMAN.\

`Réponse`

- Avec le Chancelier SCHMIDT, nous avons accédé à nos responsabilités à peu près au même moment, c'est-à-dire en 1974, tous les deux. Nous nous connaissions, nous avons été ministres des Finances ensemble et nous nous connaissons personnellement. Et nous avons décidé de passer à une autre vitesse, c'est-à-dire de passer de la réconciliation à l'entente. Et ce que nous avons fait fonctionner pendant sept ans, c'est l'entente franco - allemande.

- Un exemple, j'ai rencontré le Chancelier SCHMIDT plus de 50 fois en 7 ans et nous avons eu d'innombrables communications téléphoniques pour nous habituer à ce que les problèmes soient traités dans la coopération et surtout dans la connaissance réciproque de l'Allemagne et de la France. Nous avons pu régler récemment deux problèmes fondamentaux. Le problème des prix agricoles, nous ne l'aurions jamais réglé, je le dis, nous ne l'aurions jamais réglé, s'il n'y avait pas eu l'entente directe du Chancelier SCHMIDT et de moi-même et cela représente pour la France et pour son économie un élément important en 1981. Deuxième exemple : notre action pour l'investissement, notre emprunt conjoint. Il n'y a jamais eu dans l'histoire, deux pays qui ont lancé ensemble des emprunts. Cela ne s'est jamais produit. Et deux pays, deux grands pays industriels, l'Allemagne `RFA` et la France, vont le faire. Donc, nous donnons un contenu concret, important, à cet élément historique qui est désormais l'entente. Donc, après la réconciliation, ce qu'il faut préserver, c'est l'entente. Et, si je suis réélu Président de la République, je peux vous dire que ma première visite, ma première rencontre sera avec le Chancelier SCHMIDT.\

QUESTION.- Oui et d'ailleurs le pire ennemi d'un pays, c'est la solitude. Hélas, nous l'avons vécue au moins trois grandes fois. En 1870, en 1914, en 1939, nous avons exposé nos soldats seuls, ou presque seuls, sur le front de la liberté et la puissance d'un pays réside aussi dans la puissance de ses alliances. Alors, comment éviter, dans l'avenir, de se retrouver dans telle ou telle éventualité, dans une aussi

Alors, comment éviter, dans l'avenir, de se retrouver dans telle ou telle éventualité, dans une aussi tragique solitude ?

- LE PRESIDENT.- C'est vrai que la solitude peut être un grand risque pour un pays. Et dans les critiques que l'on fait quelquefois à la politique étrangère de la France, il y a cette idée de flatter la solitude, de dire mais les autres on n'en veut pas, on ne veut pas s'entendre avec eux, on n'a pas besoin d'eux et ainsi de suite. Or, les malheurs de notre histoire, nous les avons abordés dans la solitude. Les guerres auxquelles vous faites allusion, lorsque nous sommes restés seuls jusqu'au bout, hélas, nous les avons perdues. C'est le cas de la guerre de 1870. Lorsque nous avons eu, au contraire, avec nous des amis, des alliés, c'est le cas de la guerre de 1914, de 1939 - 1945, nous les avons gagnées. Or, la France n'est pas seule à l'heure actuelle, parce qu'elle fait partie d'une alliance qui est l'Alliance atlantique. Quand j'ai été élu Président de la République, elle faisait partie de cette alliance, mais il y avait une discussion, pour savoir si nous allions rentrer dans le système militaire intégré `OTAN` de l'alliance et j'ai toujours dit non. Nous avons une puissance militaire indépendante, nationale. Par contre, nous respectons l'alliance et je peux vous dire que la France est certainement, par sa tradition historique, le pays qui tient le mieux ses engagements. Donc, nous ne sommes pas seuls, nous faisons partie de l'alliance des pays de liberté.

- Et, à ce propos, je voudrais dire que la politique étrangère, cela ne consiste pas à chercher à se brouiller avec tout le monde. J'ai vu que l'on me disait parfois : comme c'est curieux, la France a l'air d'avoir de bonnes relations avec un grand nombre de pays du monde. Et bien, tant mieux, c'est l'objectif de la politique étrangère. Donc, la France n'est pas seule, elle fait partie d'une alliance, mais c'est un pays indépendant et qui exercera lui-même ses responsabilités.\

QUESTION.- La grandeur d'un pays, c'est aussi son rayonnement, sa confiance en lui-même, ses boucliers contre le doute et le scepticisme. Ce qui me frappe le plus dans cette campagne `campagne électorale`, c'est qu'à force de vouloir faire le procès de la France de Valéry GISCARD D'ESTAING beaucoup de candidats font le procès de la France elle-même, dès lors forcément présentée comme un pays découragé, brisé, défiguré, éteint, incapable de justice et de générosité. On donne une caricature de la France.

- Est-il donc vrai que la France puisse perdre sa puissance de lumière ?

- LE PRESIDENT.- Je dirai d'abord que ceux qui donnent, à l'occasion d'une campagne `campagne électorale` et à des fins électorales cette image dégradée de la France, ne se qualifient pas pour la conduire. On ne peut pas prétendre conduire un peuple ou un Etat que l'on ne respecte pas. Et je dirai que dans les affirmations qu'ils présentent, ou ils ne savent pas, ou ils mentent. Or, à mon avis, ils n'ont pas le droit de ne pas savoir car les principaux candidats dans cette campagne sont des parlementaires £ ils ont donc accès à toutes sortes de sources d'information £ ils savent très bien quelle est la situation internationale de la France à l'heure actuelle.

- Là aussi, quelques indications : la France est un pays qui a joué un rôle particulièrement actif dans la vie internationale. Parmi les grandes initiatives des dernières années, la plupart d'entre elles sont françaises. J'en cite quelques-unes : la création du Conseil européen qui se réunit maintenant trois fois par an, initiative française que j'ai prise dès 1974 £ ce que l'on appelle le Dialogue Nord-Sud, la rencontre des pays industrialisés et des pays pauvres pour tenter de dégager un nouvel ordre économique international, initiative française à l'automne de 1975, qui se poursuit à l'heure actuelle et qui connaîtra d'ailleurs, je l'espère, de nouveaux développements.

- Donc, une succession d'initiatives françaises.\

`Réponse`

- Nous participons désormais au débat sur le désarmement. Nous n'y participions pas avant. Nous avons pris un certain nombre d'initiatives. Vous avez dû voir par exemple que pour la sécurité en Europe, l'idée qui est en discussion à l'heure actuelle, le projet qui est en discussion est un projet français. Quant aux relations avec les dirigeants du monde, j'ai, à l'occasion de la campagne `campagne électorale`, réfléchi au nombre de rencontres que j'avais eues. J'ai reçu à Paris 238 Chefs d'Etat et de Gouvernement en sept ans. Comme il n'y en a que 150 dans le monde, cela veut dire que plusieurs sont venus, mais cela montre l'intensité des relations internationales. Je vous rappelle que je suis allé visiter tous les grands pays du monde pendant mon septennat. Je vais prendre d'Ouest en Est : les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Soviétique `URSS`, l'Inde, la Chine, je les ai tous vus et pour des

voyages qui étaient des voyages de travail, c'est-à-dire où nous étudions la situation des problèmes du monde. Donc, la France est actuellement un pays respecté et influent et ceux qui disent le contraire, ou ils ne le savent pas et c'est une preuve d'ignorance\

QUESTION.- Précisément j'en viens à la question principale : la question de la paix du monde. Je suis de ceux qui lisent beaucoup les journaux étrangers. Je vois beaucoup d'hommes d'Etat étrangers, beaucoup de journalistes étrangers, et indiscutablement, objectivement, ce qu'ils estiment le plus dans le Président de la République française, c'est son sang-froid, la manière dont il sait en toute circonstance maîtriser ses nerfs et ce qu'ils appellent le plus souvent son courage tranquille. De plus, vous n'êtes pas un sectaire, vous n'êtes prisonnier ni d'un parti, ni d'une mystique, ni d'un fanatisme et donc vous êtes remarquablement placé, sans doute le mieux placé de tous pour travailler à l'équilibre mondial et à la paix du monde, mais nous allons entrer dans des années très dangereuses, plus dangereuses encore. La paix devient fragile, infiniment fragile, alors, dans ces circonstances si dramatiques au fond, comment préserver à la France, c'est la question primordiale, sa puissance d'arbitrage et de dialogue ?

- LE PRESIDENT.- Pourquoi dire d'abord que nous allons entrer dans une période difficile. Pour la raison suivante : nous avons traversé une période difficile, parce que nous avons traversé la période de la faiblesse des Etats-Unis d'Amérique qui a duré pendant quatre ans de mon septennat et qui me posait, pour une série de problèmes de sécurité, des questions très préoccupantes, parfois angoissantes. Nous sommes entrés dans une situation différente qui est l'affirmation de la puissance des Etats-Unis d'Amérique mais cela veut dire que l'union Soviétique `URSS` va suivre avec attention bien entendu cette affirmation de puissance, d'où une situation de tension. Et, d'autre-part, les grands conflits du monde ne sont pas réglés, notamment le conflit du Proche-Orient qui reste toujours une plaie ouverte et je souhaite que nous puissions aboutir à la paix dans cette région du monde.

- Donc, effectivement, une situation dangereuse.\

`Réponse`

- Ma réponse est la suivante : je me suis battu pour la paix. Je me bats pour la paix, aujourd'hui pour le Liban. Je me battrai pour la paix. Pourquoi ? D'abord, parce que c'est le rôle de la France. La France s'est toujours battue pour la paix et quand elle s'est donné un visage rayonnant sur-le-plan international, c'est qu'elle se battait pour la paix. Ensuite, parce que c'est fondamentalement l'intérêt de notre pays. Je crois que quand on regarde les causes du retard de la France, ce sont les dévastations des guerres. Si les Français peuvent vivre en paix, pendant encore j'espère longtemps, ils sont capables d'organiser le progrès de leur pays. Donc, la première responsabilité d'un Président de la République dans le monde tel qu'il est, c'est d'être capable d'apporter la paix à son pays. On entend parler de beaucoup de questions dans cette campagne électorale. Si l'on devait inscrire l'une en tête de toutes les autres, je dirais sur le mur de l'histoire, il faudrait écrire la paix, parce que c'est de cela que dépendra le sort de la France. Et donc, je réponds à votre question de la façon la plus simple : je me suis battu pour la paix, je me bats pour la paix et, si je suis élu Président de la République, je me battrai pour la paix.\